

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Français]

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE TAUX DE CHÔMAGE ÉLEVÉ DANS LA RÉGION DE GASPÉ, AU QUÉBEC

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Madame le Président, en l'absence du très honorable premier ministre, j'adresserai ma question au premier ministre suppléant.

Compte tenu du drame humain qui se déroule dans la Gaspésie, est-ce que le premier ministre suppléant... Voilà le premier ministre qui arrive! Alors, je reprends la question.

Compte tenu du drame humain qui se déroule dans la Gaspésie, est-ce que le très honorable premier ministre a rencontré ou a cherché à rencontrer personnellement le premier ministre du Québec afin de débloquer ce dossier absolument vital pour la région de la Gaspésie?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, madame le Président.

M. Mulroney: Je désire poser une question supplémentaire, madame le Président.

Je sais que le premier ministre entame une autre série de voyages à travers le pays; il l'a annoncé, pour deux ou trois semaines, où il va chercher à rencontrer d'autres chefs d'État pour conclure des ententes; il est donc assez extraordinaire qu'il ne consacre pas cinq minutes pour téléphoner au premier ministre du Québec en faveur des citoyens de la Gaspésie...

Une voix: L'as-tu appelé?

M. Mulroney: Le premier ministre a fait état d'un programme de l'ordre de 250 millions de dollars en faveur de la Gaspésie, annoncé il y a maintenant plus de cinq mois par certains de ses ministres. Est-ce qu'il est en mesure de dire à la Chambre quand les citoyens de la Gaspésie seront embauchés en vertu de ce programme précis? De plus, peut-il également informer la Chambre du nombre d'individus qui seront affectés, et dire de quelle durée sera leur emploi dans la Gaspésie en vertu de ce programme de l'ordre de 250 millions de dollars?

M. Trudeau: Madame le Président, le chef du parti progressiste conservateur me pose la même question qui a été posée hier par le chef du Nouveau parti démocratique.

Une voix: Il était absent!

M. Trudeau: Il aurait pu se faire dire ce que j'ai dit hier au chef du Nouveau parti démocratique, que le bureau à Rimouski devait être ouvert incessamment, d'ici quelques jours, que les fonds que nous avons engagés seront dépensés au fur et à mesure que les ouvrages seront effectués. Je sais, par exemple, que dans le domaine du transport, nous avons déjà dépensé une vingtaine de millions sur les 50 millions de dollars qui avaient été alloués, et les choses procèdent tel qu'elles le devaient au sujet des emplois qui sont créés. Je regrette encore que nous n'ayons pas pu en venir à un accord de priorités avec le gouvernement du Québec mais, comme je l'ai dit hier au

chef du Nouveau parti démocratique, cela ne nous empêchera pas d'allouer ces fonds-là à cette région de la province qui est défavorisée, le député de Central Nova en sait quelque chose, et qui doit être aidée à même les fonds publics.

M. Mulroney: Madame le Président, le fait de nommer un fonctionnaire dans un bureau à Rimouski pour aider les gens de la Gaspésie est totalement conforme à la pensée du gouvernement. Cela, c'est intelligent comme réponse.

Une voix: Pose ta question!

M. Mulroney: La question, madame le Président, relativement à un dossier de plus en plus triste et pénible, est celle-ci: Étant donné que cela a été annoncé il y a maintenant cinq mois par ses propres collègues, il y a deux ans que lui-même est allé dans la Gaspésie pour en faire état, cinq mois, on l'a avisé de façon précise que ça s'en venait, est-ce que le premier ministre, étant donné qu'il s'agit d'un climat d'urgence qui persiste dans la Gaspésie, qui affecte des êtres, des individus et leurs familles, pourrait déposer à la Chambre le calendrier précis indiquant les montants précis à être dépensés et les emplois qui seront créés au cours des prochains jours, des prochaines semaines et des prochains mois dans la Gaspésie, dès aujourd'hui?

M. Trudeau: Madame le Président, je comprends mal pourquoi le chef de l'opposition s'indigne de ce que nous allons ouvrir un bureau à Rimouski. L'alternative, ce serait de tout régir depuis Ottawa, mais je crois qu'il est logique que nous ayons dans la région en cause des fonctionnaires qui aideront les ministres à exécuter ces plans-là, et je vois mal de quoi le chef de l'opposition serait en peine au sujet de cette forme de décentralisation administrative.

Pour ce qui est des projets eux-mêmes, je l'ai dit dans ma première réponse, certains fonds sont déjà engagés pour des aéroports, pour des installations portuaires. Le ministre de l'Agriculture est allé annoncer également les plans qui prendraient cours. Mais encore une fois, quand nous avons annoncé ce plan de développement important pour cette région défavorisée de la province, nous ne l'avons pas fait par impulsion, spontanément, sans préparer les dossiers, un peu comme le chef de l'opposition semble poser ses questions, c'est un problème qui a été mûri, qui a été étudié, qui a donné lieu à un programme qui s'échelonne sur 15 années, et ce serait leurrer la population que de dire, comme le chef de l'opposition semble vouloir me le faire dire, que nous allons dépenser tout cela au cours du premier mois ou de la première année. Cela s'échelonne sur une période d'années comme effectivement les désavantages de cette région de la province s'échelonnent depuis bien des décennies. Il s'agissait de donner un coup de barre pour aider cette région; nos ministres s'en sont occupés. Encore une fois, je regrette que cela relève d'une action plutôt fédérale que fédérale-provinciale, mais je ne vois vraiment pas de quoi le chef de l'opposition se scandalise.